

dans toute leur splendeur à l'imagination d'Emile, et pensant que ce nouveau voyage serait une très-noble vengeance, il ne songea plus qu'au départ; mais Charles d'Alby en avait décidé autrement.

MARY TELLER.

—Musée des Familles.
(A continuer.)

LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 13 JANVIER, 1846.

Nos listes d'abonnement grossissent merveilleusement depuis le commencement de l'année; les noms arrivent en foule; nous recevons en même temps, de toutes les parties du pays, des correspondances et des témoignages d'approbation et d'adhésion bien honorables pour nous mêmes et bien encourageantes pour l'œuvre que nous avons tant à cœur. L'expression de ces nombreux sentiments de sympathie et d'intérêt nous arrive chaque jour, non seulement de la jeune génération et de ses plus brillants membres; mais ils nous viennent aussi des plus anciens et des premiers citoyens des villes et des campagnes. Notre pensée est pleinement appréciée de tous nos compatriotes. Il semble que tout le monde se donne la main pour répandre LA REVUE CANADIENNE, et lui assurer une vogue et un succès qu'elle n'a pas encore mérité.

Il n'en pouvait être autrement quand on se rappelle l'usage que nos dames ont fait de L'ALBUM LITTÉRAIRE ET MUSICAL, en recevant leurs visites du premier de l'an. Ce qui plaît aux dames plaît à tout le monde. Nous conservons un souvenir de gratitude pour nos aimables compatriotes.

Nous remercions encore tous ceux qui prennent tant intérêt à notre Journal. Nous n'oublierons jamais la noble générosité qui les anime envers la cause de l'éducation, de l'industrie et du progrès en Canada.

L'avenir de ce pays est vaste comme son territoire. Les intérêts Canadiens—Français y sont étroitement liés et ne doivent pas rester en arrière dans la marche rapide des populations qui nous entourent; il faut presser le pas; mais nous n'avancerons jamais sans le flambeau de l'intelligence.

Pour nous, nous saurons agrandir tous les jours le champ de nos travaux et de nos observations. Nous suivrons le progrès, et notre cadre sera proportionné aux besoins de la population Canadienne.

Histoire de la Semaine.

C'en est fait! les cris de guerre se sont apaisés; on ne les entend plus que comme des échos lointains, qui s'en vont mourant dans les anfractuosités des montagnes. La paix! la paix! voilà la parole bienfaisante, qui coule de bouche en bouche depuis quelques jours; ni le belliqueux message du premier décembre, ni les discours menaçant du général Cass, ni la sortie foudroyante du vieux JOHN QUINCY ADAMS, dont la fougue pour être un peu âgée n'en est pas moins vigoureuse et audacieuse, ni les agitations des discussions parlementaires de Washington, ni les cris de nos matamores, volontaires, chevaliers à la triste figure, qui rêvent la guerre, parce qu'elle désorganise la société, qu'elle substitue la licence à la loi, non tout ce tintamarre, ce tapage n'a pu tenir la question de l'Orégon sur le terrain menaçant où l'avait placé l'adresse de M. Polk.

La presse américaine a quitté bien vite ce ton virulent des premiers jours de la discussion—tout est rentré dans l'ordre.

Aujourd'hui on raisonne, sans déclamer autant. La question y gagnera certainement beaucoup de clarté, et les arguments dénués de bravades seront tout aussi forts, des deux côtés. Car, à la fin, sur un pareil sujet, les paroles qui s'adressent aux passions sont des coups d'épée dans l'eau.

Les nouvelles de Washington vont jusqu'au 3 janvier. Le vieux J. Q. ADAMS fit un discours sur la question de l'Orégon, dans le sens démocratique, qui étonna certainement le parti whig auquel il appartenait, autant que le parti démocratique qui a toujours regardé l'ex-président comme le champion de l'Angleterre. Il s'est décidément prononcé pour le maintien des droits de l'Union à tout le territoire de l'Orégon, au 51e 49e degrés de latitude. Il ne veut pas en céder la moindre partie, et a communiqué son intention de voter pour donner à la Grande-Bretagne, l'avis préalable, et placer le pays dans un état convenable de défense.

Mr. ADAMS est un zélé abolitioniste, il a déclaré une guerre à outrance à l'esclavage des noirs dans le sud de l'Union. Espérerait-il par hasard, voir se réaliser, dans le cas d'une guerre, ses chères idées de l'émancipation des noirs; il y a peut-être une arrière-pensée dans sa conduite d'aujourd'hui—mais le remède est plus violent que le mal.

Le *Courrier des Etats-Unis* dit que Mr. ADAMS a poussé sa belliqueuse ardeur presque jusqu'au Don Quichottisme. Pour Mr. CALHOUN, le fougueux Carolinien, il a, selon le même journal, sacrifié sur l'autel de la paix, sa popularité d'abord, et puis les intérêts et l'honneur, sinon de son pays, au moins de la démocratie, dont il est le chef.

En effet, en suivant l'histoire des trente dernières années, on trouve à chaque page les noms de ces deux grands hommes en parallèle dans toutes les difficultés qui ont surgi entre les Etats-Unis et l'Angleterre, CALHOUN pour la guerre et ADAMS pour la paix quand-même et l'entente cordiale.

Aujourd'hui les rôles sont changés au grand étonnement de toute la population américaine, qui ne s'attendait guère à voir M. ADAMS monté sur un cheval de bataille, comme un preux, se précipiter vers la guerre;

Le discours du 2 Janvier a été prononcé à l'occasion de la présentation par M. HARLISON, président du comité des affaires militaires, d'un bill pour organiser deux Régiments de Canabiniens à cheval.

M. ADAMS a commencé par dire "que l'organisation de deux régiments n'était qu'une mesure de plus ajoutée à toutes celles qui avaient été déjà proposées en vue des dangers de guerre résultant de la question de l'Orégon, et il s'est attaché à démontrer qu'il était impossible d'arriver à un but, tant que l'on ne se serait pas mis d'accord pour réunir en un seul et même bill, tous ceux qui surgissent à la fois dans les deux chambres. "Du reste, a-t-il ajouté, avant de perdre notre temps à discuter, s'il est utile ou non de faire des régiments et de prendre d'autres précautions de guerre, il faudrait se demander s'il y a aucune probabilité de guerre. Quant à présent, il n'y en a pas, et il ne peut y en avoir que lorsque le congrès aura adopté une mesure qui n'a pas été discutée encore, celle qui a pour but de signifier à l'Angleterre la cessation de l'occupation conjointe. C'est là la première mesure à prendre; elle doit précéder toute espèce d'armements qui, sans elle, sont inutiles." M. ADAMS continue à dire qu'on s'est mépris sur la portée du traité de l'occupation conjointe, si on a cru qu'il fait entre les deux puissances, le partage même temporaire de la souveraineté du sol; car, selon lui, il se borne tout simplement à leur donner des droits égaux, à l'exploitation commerciale du territoire.

Alors pour conclure une discussion oiseuse et inutile, M. ADAMS demande la cessation de l'occupation conjointe et que notice en soit donnée de suite.

"J'ai toujours été prêt, a dit l'orateur, à signifier à l'Angleterre l'abrogation des conventions de 1818 et 1827, et j'y suis également prêt aujourd'hui.—J'espère que l'une et l'autre chambre du congrès seront d'accord pour adopter cette mesure qui devra être suivie ensuite de l'occupation du territoire tout entier."

M. ADAMS a terminé sa philippique, en exprimant son étonnement de l'apathie de certains membres, lorsqu'il s'agit de prendre leur Orégon, et en disant: "si la guerre vient, ce qu'à Dieu ne plaise! et ce dont je n'ai aucune appréhension—J'espère que le pays s'y portera tout entier, comme un seul cœur et une seule main; et s'il en est ainsi, je crois que la difficulté ne sera pas longue entre nous et la Grande-Bretagne, à laquelle il ne restera bientôt, ni l'Orégon, ni même un pouce de terrain au nord de cette latitude."

Au premier étonnement qu'a produit ce discours a succédé la réflexion qui est venu souffler aux oreilles des deux partis whigs et démocrates que M. ADAMS ajoutait une scène de plus à une vieille comédie qu'il joue depuis que le sud l'a fait descendre du fauteuil présidentiel; On n'a pas eu de peine à entrevoir les oreilles de l'abolitionniste sous la peau de lion, dont il s'était affublé.

Voici l'opinion du rédacteur du *Courrier des Etats-Unis* sur ce discours de M. ADAMS. "Il n'a pas causé ce respect et cet enthousiasme qu'inspirent aux cœurs les plus pacifiques le patriotisme, même exagéré d'un vieillard; les whigs l'ont considéré comme le radotage d'un centenaire, les démocrates ne savent quel accueil faire à l'allié qui se jette aussi brutalement dans leurs rangs, parce qu'ils ont pour, avec raison, des germes de discord et de faiblesse, qu'apporte avec lui l'apôtre de l'abolitionnisme. Il ne faut pas attribuer de l'importance à l'escapade du vieux whig—pas plus qu'au pas de clerc du général Cass, qui a tué son avenir en se donnant le ridicule d'un matamore. En politique comme en amour, le ridicule est mortel. Ajoutons que celui

qu'ont encouru le général Cass et après lui le vieux JOHN QUINCY ADAMS, appartenant tous deux à des partis différents, qui tous deux sont reniés par les leurs, nous paraît être une des preuves les plus concluantes de ce fait, que l'opinion publique n'est point à la guerre, n'y croit pas et ne la veut pas.

Nous ne croyons pas plus à la guerre que notre confrère du *Courrier*, et nous n'en voulons pas—car nous avons présent à l'esprit la pensée de Mr. Guizot.

"Le progrès de la civilisation veut de la liberté et de la paix. Là où ces deux conditions manquent, il se peut que des hommes vivent, mais ils n'avancent point; les générations se succèdent, mais sur place, sans se dépasser."

Parlez de chemins de fer, à la bonne heure, nous en sommes.

Les chemins de fer sont la grande affaire du moment et de l'avenir, la question mise partout la première à l'ordre du jour. Prenez le premier journal venu, de Québec, de Montréal, de Kingston, de Toronto, si vous n'y trouvez pas deux ou trois colonnes dédiées spécialement à la lisse en fer, nous ne sommes pas un journaliste véridique.

L'avocat néglige sa clientèle, le médecin ses patients, le négociant son petit commerce, pour parler chemins de fer; qui ne se rappelle l'incrédulité du public à ce sujet, il y a un an? Personne n'en voulait; c'était trop vite pour un pays comme le nôtre; aujourd'hui, l'incrédulité est vaincue, elle se fait devant l'opinion publique qui veut du mouvement.

Les propriétaires du chemin de fer entre le St. Laurent et l'Atlantique se sont assemblés ces jours passés, pour recevoir un rapport du comité provisoire d'administration.

"Les affaires de la compagnie sont dans un état favorable, qui promet beaucoup pour l'avenir de cette grande entreprise."

Le comité recommande que des remerciements soient votés à ALEX. T. GALT, Ecr., un des membres de la compagnie et leur agent en Angleterre, pour son habileté, son zèle, son activité à promouvoir les intérêts de la compagnie. Que le comité est convaincu que s'il n'a pas entièrement réussi, c'est dû entièrement à des circonstances sur lesquelles il n'a eu aucun contrôle.

"Quoique la compagnie regrette qu'il n'y a eu que 2,633 actions de prises, dont le premier instalment ait été payé, cependant elle se réjouit à la pensée que la position de l'entreprise n'a pas changé durant les jours de panique qui ont bouleversé presque de fond en comble le marché anglais."—Qu'il y a tout espoir, qu'en procédant prudemment, et avec vigueur, le projet réussira.

Le comité rapporte qu'il y a 2633 actions prises en Angleterre, sur lesquelles quatre louis strg. ont été payés, et 2367 actions ont été souscrites en Canada sur lesquelles le paiement du premier instalment se fait et se continue. Il y a donc 5,000 actions de prises.

Le comité recommande l'organisation immédiate de la compagnie. Sous l'empire de la loi établissant la compagnie, 6,000 actions doivent être souscrites, avant soit organisation finale; 5,000 avant déjà été prises, il faut espérer que l'on va compléter de suite le chiffre voulu par la loi, afin de faire voir au peuple anglais que la population de la colonie n'a pas demandé leur appui, pour une vaine spéculation, mais bien pour une dont elle sent elle-même toute l'importance.

La compagnie a suggéré en même temps qu'il y a 6,000 actions souscrites, on pourra disposer de suite de 3,000 additionnelles, dans l'arrangement des travaux, par les entrepreneurs, fournisseurs, etc., ce qui se pratique aux Etats-Unis, en Angleterre, etc. Il n'y a aucun doute que la ligne se fera. Celle qui doit la rencontrer dans l'état du Maine, est assurée. La compagnie de Portland a réussi à faire souscrire au-dessus d'un million de dollars, et est prête à commencer ses opérations aussitôt que celle de Montréal sera finalement organisée.

Les compagnies de chemins de fer au nord de Concord, dans le Massachusetts, ont fait application à leur législature pour continuer une lisse vers la frontière Canadienne, qui s'arrêtera à une quinzaine de lieues de Stanstead. Ce qui, avec le temps, formera un embranchement pour joindre les railroads de Boston et de Portland.

Il s'est fait à Québec une assemblée composée de tous les citoyens riches, influents etc., pour construire une lisse de Québec à Melbourn, sur la rivière St. François. C'est là une heureuse et bonne idée. Une ligne qui traverse toute l'étendue du district de Québec, sur la rive sud du St. Laurent, et l'étendue des Townships de l'Est, doit développer d'immenses ressources agricoles et industrielles dans notre pays. Encourageons donc ces deux grandes lignes. Il les faut pour que nous suivions les progrès du siècle.

Toutes ces causeries, ces agitations au sujet de la lisse en fer nous rappellent une anecdote de feu le juge Fletcher, de Sherbrooke: